

2023, DÉFENDRE UN MODÈLE SOCIAL SOLIDAIRE



Sofia Manseri

Une protection sociale financée selon les moyens de chacun-e et qui redistribue en fonction des besoins ? Pour Macron, son Gouvernement et les parlementaires qui le suivent dans ses politiques capitalistes et libérales, c'est un modèle à déconstruire pour mieux le confier au privé. Une mutuelle en complément de la sécurité sociale, une épargne-retraite ou une assurance vie en complément d'une retraite moins élevée, c'est faire fonctionner les banques et les assureurs, et rémunérer leurs actionnaires.

En reculant encore l'âge de départ à la retraite, le Gouvernement veut réduire les montants et les durées d'indemnisation, en comptant sur le non-recours des travailleur-euse-s qui auront des carrières incomplètes ou qui seront tout simplement décédé-e-s avant d'en bénéficier du fait de métiers pénibles.

En tant qu'élu-e-s municipaux, nous constatons l'augmentation des recours aux aides sociales. Nous voyons aussi le non-recours de celles et ceux qui en ont besoin, les difficultés de nos administré-e-s, de nos ancien-ne-s qui ont des petits salaires puis de petites retraites et pas d'autres revenus, contrairement à celles et ceux qui proposent et bénéficient de ces mesures. Nous remarquons le non-recours aux soins trop chers, qui ne sont plus pris en charge intégralement par la collectivité.

Nous voulons une société où l'ensemble des citoyen-ne-s contribue à la vie dans de bonnes conditions et en bonne santé de tout-es, le plus longtemps possible. Défendons ensemble notre modèle solidaire de protection sociale.

UNE RÉFORME INJUSTE : LA RÉFORME DES RETRAITES



Céline Lanoiselée

Le gouvernement présente en ce début d'année un projet de loi sur la réforme des retraites, avec une entrée en vigueur prévue pour la rentrée 2023. On peut s'attendre à un passage en force à coup de 49.3 pour obtenir l'allongement de la durée de cotisation.

Fin 2019 et début 2020, un vaste mouvement social avait déjà rassemblé les Français dans la rue pour s'opposer à cette réforme. Rappelons que lors de la création de la Sécurité Sociale en 1945 est fondée l'assurance vieillesse pour permettre aux travailleuses et aux travailleurs de se reposer après une vie de dur labeur. Or, les dernières réformes ont conduit à retarder l'âge de départ à la retraite.

Aujourd'hui, le gouvernement veut mener une réforme injuste à plus d'un titre. En effet, elle pénalise les personnes qui ont subi la précarité dont le chômage, les emplois à temps partiel. De plus, elle ne prend pas en compte la pénibilité du travail.

Enfin, le gouvernement veut nous convaincre de la nécessité de cette réforme. Or, c'est avant tout un choix politique : le déséquilibre annoncé pourrait très bien être compensé par les finances publiques.

Nous, élu-e-s du groupe socialiste luttons et œuvrons à vos côtés, et au sein de la NUPES pour défendre la justice sociale car nous pensons qu'un autre monde est possible sans pour autant bafouer les droits des travailleuses et des travailleurs.

UNE ÉCOLOGIE POPULAIRE EST POSSIBLE



Délia Toumi

C'est avec nos meilleurs vœux à chacun de vous ainsi qu'à vos proches que s'est ouverte cette année 2023. Avec Marine Tondelier, secrétaire nationale de EELV, nous partageons les difficiles constats. «...*Les dernières années ont été éprouvantes, il est nécessaire de prendre soin collectivement de nous, en menant les luttes incontournables pour la justice et la vie qui s'imposent à notre humanité... Cette année 2023 sera charnière à plusieurs égards...*»

D'abord parce que plus personne ne peut contester la réalité de la crise climatique et celle de la biodiversité. M. Tondelier rappelle «...*qu'après les échecs des récentes COP, notre société a plus que jamais besoin d'une bifurcation massive vers un virage social et écologique. Les scientifiques sont formels : il nous reste peu de temps pour inverser la tendance...*». Aussi faut-il sortir des mesurette culpabilisantes pour les plus précaires et imposer une trajectoire, une planification qui soit contraignante pour les plus riches. En effet, 1% de ces derniers consomme autant que 50% des plus pauvres. Le yacht de B. Arnaud produit en 1 mois ce qu'un français produit en CO₂ en 625 ans.

Ils sont peu et nous sommes nombreux. «*Ils ne sont grands que parce que nous sommes à genoux**». Aussi, l'idée que la transition climatique est une question politique doit désormais gagner les consciences!

Ensuite note la secrétaire d'EELV «...*parce que ce début d'année s'annonce sportif, avec l'annonce de la réforme des retraites par le Gouvernement. Les écologistes appellent à combattre ce projet profondément injuste qui fait supporter le coût de la réforme aux plus fragiles.*»

...*Pour cette année 2023, nous nous souhaitons donc collectivement une année de combats dans l'espoir, la joie et l'écologie...*»

«*Les grands changements semblent impossibles au début, et inévitables à la fin***».

* Étienne de la Boétie

** Bob Hunter. L'un des fondateurs de Greenpeace

AGIR CONTRE LES INÉGALITÉS, POUR LA JUSTICE SOCIALE



Sonia Blanc

Par une délibération du 26 novembre 2007, l'Assemblée générale des Nations unies a instauré la Journée mondiale de la justice sociale le 20 février. Mais qu'est-ce que cette justice sociale ? Ce concept repose sur les principes d'égalité de droits, de dignité et des droits fondamentaux en découlant (logement, éducation, santé, travail...). Elle doit permettre à toutes et tous de bénéficier des progrès économiques et sociaux.

L'Assemblée générale des Nations Unies considère que le développement social et la justice sociale sont indispensables à l'établissement et au maintien de la paix et de la sécurité. Elle suppose une croissance économique générale intégrée dans une action de lutte contre la pauvreté et le chômage et un modèle politique de justice, de démocratie, et de participation citoyenne.

Le 10 juin 2008, l'Organisation internationale du Travail a adopté à l'unanimité la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, laquelle rappelle les valeurs qu'elle tend à faire respecter dans le monde du travail : protection de travailleurs contre la perte de leur emploi, un travail juste et bien rémunéré.

Or, en 2023, notre société reste marquée par la pauvreté, l'exclusion, les inégalités et la guerre. L'économie mondiale, (ultra) libérale suit une logique qui ne prend pas en considération ses impacts sociaux et environnementaux (lieux de production éloignés et à faible coût employant des personnes dans des conditions d'asservissement, travailleurs pauvres, redistribution inégale des richesses produites...)

Il reste donc fort à faire pour atteindre la justice sociale à laquelle nous aspirons pour nous et surtout nos enfants.

Cette journée doit être, pour chacun d'entre nous, l'occasion de réfléchir et d'agir contre les inégalités.

Le groupe d'Union des Genevillois-e-s et la Municipalité poursuivent leur engagement et les actions visant l'égalité des droits et des chances et la lutte contre toutes les formes de discriminations.

CONTRIBUTION NON PARVENUE

DE LA LUMIÈRE VERS L'OBSCURITÉ...



Ahcen Meharga

À la lumière des derniers événements concernant Gennevilliers, ou plutôt au regard de l'obscurité dans laquelle notre ville est plongée, les dénis de démocratie se succèdent.

Déjà, durant la période des fêtes, la population de Gennevilliers et les enfants en particulier ont été totalement privés de décorations et d'illuminations de Noël.

Depuis le 2 janvier 2023, durant une partie de la nuit, la ville est entièrement plongée dans le noir par l'interdiction de l'éclairage public. Mais depuis cette même date, tout le monde a pu constater un éclairage public allumé en pleine journée (notamment le 11 janvier avenue Gabriel-Pétri)...

Une fois encore, le Maire de Gennevilliers et l'équipe municipale ont décidé de faire le "bonheur" de la population genevilloise malgré elle.

Sous couvert d'économies d'énergie et financières, il a été décidé, sans aucune consultation, pour près de 50 000 personnes de ne pas avoir d'illuminations de Noël et de se déplacer à présent une partie de la nuit dans l'obscurité totale.

Il est à souhaiter que le gouvernement n'évoque pas la nécessité d'une sobriété alimentaire.

Sinon le maire risque de décider, par décret municipal, de supprimer un repas quotidien pour que la population genevilloise soit en conformité et mise à contribution.

Plus sérieusement, je demande, notre groupe demande au Maire de Gennevilliers d'arrêter de faire de notre ville un terrain d'expérimentations.

Sa seule motivation est de faire valoir son côté "novateur", alors qu'en fait il décide à la place de la population genevilloise, sans même la consulter.

Et contrairement à ce qu'il indiquait dans des déclarations aux médias tout récemment, il n'y a eu aucune consultation populaire, ni par référendum, et en tout cas pas à l'échelle locale, pour également décider de la création d'un réseau de caméras de vidéo-surveillance ou plutôt de vidéo-verbalisation.

Le bon sens de la démocratie locale, c'est d'abord de solliciter l'avis de ses administrés, puis, si la réponse est favorable, de tenter une phase d'expérimentation et pas l'inverse.

DU MENSONGE EN POLITIQUE



Philippe Hallais

Souvent résignés, les citoyens finissent par considérer que les mensonges des politiques sont inéluctables. Cependant les conséquences de ces mensonges peuvent être considérables : c'est le cas actuellement pour les citoyens et pour notre pays. Ci-dessous petit florilège de ces mensonges et de leurs conséquences.

Le nucléaire
Les médias nous font découvrir tardivement que nos politiques ont œuvré pour la disparition de notre capacité nucléaire, fleuron de notre industrie. La vidéo hallucinante de D. Voinet nous explique sur ARTE qu'elle avait menti et participé au torpillage du nucléaire français au niveau européen. De l'arrêt du surgénérateur de Creys-Malville par L. Jospin en 1997 à l'arrêt de la centrale de Fessenheim en 2020, toutes les décisions concourent à détruire le nucléaire français. Les conséquences en sont dramatiques : électricité non pilotable, non permanente et chère, baisse du niveau de vie, hausse du chômage, perte de l'indépendance énergétique, aggravation de la pollution du fait du recours au charbon et au gaz.

Le Covid
Notre gouvernement a fondé sa lutte contre cette pandémie par la fameuse formule «*Nous sommes en guerre*», ce qui est une aberration : les virus existent depuis toujours. Cette attitude a entraîné des mesures liberticides, tel le confinement ainsi qu'une augmentation notable de notre dette (3000 milliards!). Or, on apprend par le président du conseil scientifique J.-F. Delfraissy que les vaccins n'évitent pas la maladie, ni la transmission. Par des décisions politiques, nos capacités immunitaires ont été affaiblies.

La guerre en Ukraine
La France s'est engagée dans le conflit russo-ukrainien, dépensant sans compter, notamment en armes au bénéfice de l'Ukraine. Sans entrer sur le débat de fond de cette guerre, nous ne pouvons qu'être particulièrement étonnés par la déclaration de Madame Merkel. En effet elle a avoué en décembre 2022 que les accords de Minsk en 2014/2015 n'étaient qu'une ruse pour gagner du temps afin que l'Ukraine renforce son armée. À noter que l'Europe nous avait promis «*La prospérité et la paix*» et qu'en définitive notre prospérité est dégradée et que la paix est en danger.

La mobilité individuelle
Le droit à la mobilité est largement entamé. Le prix de l'essence supporte les taxes multiples de l'État (qui se «*gave*» lors de l'augmentation du fuel et rend généreusement 1 centime à la pompe en cas de baisse), le coût du logement explose avec des normes inadaptées, les zones à faibles émissions pratiquent la discrimination entre les individus. Toutes ces mesures ont pour origine l'idéologie bureaucratique de l'Union Européenne, reposant sur des mensonges de pseudo-écologie.

Les mensonges ne sont pas tous identiques en termes de conséquences. Cependant les citoyens sont en droit d'attendre une certaine cohérence : ainsi, notre président a «*accordé*» un milliard d'euros à l'Afrique du Sud pour que ce pays s'exonère du charbon, et «*en même temps*», la France redémarre la centrale au charbon de Saint-Avold. Peut-on imaginer que nos politiques nous respectent et reconnaissent leurs erreurs ?

LES GROUPES DU CONSEIL MUNICIPAL S'EXPRIMENT...

FÉVRIER 2023

LES CONTRIBUTIONS
PUBLIÉES DANS CES PAGES
N'ENGAGENT PAS LA RÉDACTION
DU SITE DE LA VILLE